

Réduire le cheptel ? Les éleveurs sont vent debout

Dans un récent rapport, la Cour des comptes a réclamé la réduction du cheptel bovin pour réduire l'empreinte carbone, déclenchant l'incompréhension voire la colère de nombreux éleveurs.

Trois jours après la publication du rapport de la Cour des comptes qui dresse un « bilan défavorable de l'élevage bovin pour le climat » (O.-F. du 24 mai), l'incompréhension, voire la colère des éleveurs, ne semble pas retomber. Déjà chauffés à blanc par le tweet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui vantait les mérites environnementaux des substituts de viande, une trentaine de membres de la FNB (Fédération nationale bovine), association spécialisée de la FNSEA, ont occupé, hier, pendant une heure et demie, le parvis du ministère de l'Économie.

Le méthane pointé du doigt

La France, premier producteur européen de viande bovine et deuxième troupeau laitier derrière l'Allemagne, abrite environ 17 millions de têtes de bovins. Or, l'élevage bovin compte pour 11,8 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays, en raison du méthane éructé par les bovins (45 % des émissions agricoles françaises). La réduction des émissions de méthane est déjà en cours. Presque naturellement. Avec les départs en retraite et les cessations d'activités, l'Hexagone a perdu près de 800 000 vaches (lait et viande) en six ans...

« On attendait de la puissance publique un plan de sauvetage, pas de destruction », a réagi Patrick Bénézit. Le président de la FNB et éleveur allaitant dans le Cantal a dénoncé, au passage, les accords de libre-échange qui visent à importer de la viande bovine d'Australie (24 000 tonnes), du Canada (50 000 tonnes) et du Mexique (20 000 tonnes), « sans parler des 100 000 tonnes de l'accord de libre-échange Mercosur-Union européenne, en négociation depuis des années et que la France refuse pour le moment de signer ».

À l'instar de la FNB, la Coordination



L'élevage bovin compte pour 11,8 % des émissions de gaz à effet de serre du pays, en raison du méthane éructé par ces animaux.

PHOTO : ARCHIVES FRANCK DUBRAY, OUEST-FRANCE

rurale, second syndicat agricole français, rappelle dans un communiqué qu'« un steak sur quatre consommé en France est importé [...] Vouloir être plus vert sur notre territoire n'implique pas forcément d'aller produire une viande plus polluante à l'autre bout du monde. »

L'exemple des Pays-Bas

Dans ce contexte explosif, le gouvernement se garde bien de fixer un objectif de baisse du cheptel français. L'exemple des Pays-Bas, où la baisse forcée et drastique du cheptel bovin a provoqué la colère des agriculteurs et la victoire d'un parti populiste au Sénat, semble agir comme un

repoussoir. Mais lundi, jour de la publication du rapport de la Cour des comptes, la Première ministre Élisabeth Borne a annoncé vouloir trouver, d'ici à 2030, environ 25 millions de tonnes de GES à réduire dans le secteur agricole (20 % de l'effort national) dont 5 millions de tonnes pour l'élevage.

« Nous avons besoin d'un élevage laitier en France ! » a insisté François-Xavier Huard, PDG de la Fnil (la fédération des transformateurs laitiers). Dans un communiqué, Interbev, l'interprofession bétail et viande, rappelle que « le programme *Life Beef Carbon* vise à réduire de 15 % l'empreinte carbone de l'élevage

bovin allaitant d'ici à 2025. »

Les réactions, chez les éleveurs, ne sont pas toutes courroucées. Selon l'eurodéputé écologiste Benoît Biteau, la recommandation de la Cour des comptes est « courageuse et réaliste » car « réduire le cheptel de bovins en Europe est un impératif climatique ». Le paysan bio de Charente-Maritime plaide également pour « encourager la réduction de la consommation de viande ».

À 180 degrés, la Coordination rurale doute que « ce genre de rapport pousse les jeunes vers les métiers agricoles ».

Guillaume LE DU.